



DÉVELOPPEMENT et CIVILISATIONS

Lebret - Irfed (DCLI)

49, rue de la Glacière - 75013 PARIS, France

Tél. : 33 (0)1 47 07 10 07 - Fax : 33 (0)1 47 07 68 66

courriel : contact@lebret-irfed.org site : www.lebret-irfed.org

infos

Supplément à *Développement et civilisations* - n° 371 - Février 2009

Le 9^{ème} Forum social mondial (FSM) s'est tenu au Brésil, à Belem, du 26 janvier au 1^{er} février 2009. « Participation historique, très jeune, très féminisée, et très combative¹ », forte d'environ 133 000 personnes, soit l'un des plus importants rassemblements altermondialistes depuis la création du FSM à Porto Alegre en 2001. 142 pays y étaient représentés, majoritairement d'Amérique latine.

Plus de 2 000 ateliers ont été organisés en l'espace de six jours. Le débat et la réflexion sur les alternatives à construire pour faire face à la crise (alimentaire, financière, économique, climatique, énergétique, géopolitique, migratoire, de civilisation...) ont pris une place centrale, cherchant à définir des convergences et à renforcer les liens avec les résistances sociales.

L'« Appel de l'assemblée des mouvements sociaux »² a répondu à la crise en avançant des solutions radicales dans une perspective d'émancipation :

« Il est nécessaire de construire une société basée sur la satisfaction des besoins sociaux et le respect des droits de la nature ainsi que la participation populaire dans un contexte de pleine liberté politique. Il est nécessaire de garantir l'exécution de tous les traités internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (individuels et collectifs) qui sont indivisibles. »

Les participants au forum ont aussi affirmé avec force la nécessité d'un nouveau paradigme prenant en compte le respect de la nature et la contribution des peuples indigènes à un autre modèle de vie, le *bien-vivre*³.

DCLI a demandé à deux partenaires philippins de l'île de Mindanao, présents à Belem, de nous donner leurs réactions. Ce sont leurs témoignages que nous présentons ici.

Droits des peuples indigènes et justice écologique : l'impérative nécessité d'un mouvement international

Au moment où le capitalisme est en crise profonde, la nécessité s'impose de construire un modèle alternatif de développement socialement responsable, moralement juste et écologiquement sain.

Ce ne sera possible que si différents acteurs sociaux, venant d'organisations et de milieux divers, construisent ensemble un tel projet. Le Forum social de Belem a été le lieu approprié où des groupes progressistes se sont rassemblés pour partager idées, expériences, savoirs, et pour réfléchir ensemble à la manière de questionner le capitalisme, sa forme actuelle (globalisée) et les effets néfastes qu'il a produits.

Les travaux menés à Belem, lieu hautement marqué par la diversité, ont été très satisfaisants pour l'indigène que je suis et qui, la plupart du temps, ne peut sortir du cadre local de son engagement dans le combat des peuples indigènes. Ma participation au FSM a élargi mes perspectives et approfondi mon intelligence des choses. Le lien entre les problèmes locaux et les problèmes globaux m'est apparu plus clairement. Et j'ai

Retours de Belem

compris que les peuples indigènes aussi ont besoin de se référer au contexte international afin de comprendre pleinement ce qui arrive à leur propre communauté.

J'ai compris que la non-délimitation de nombreux domaines ancestraux des peuples indigènes de Mindanao est due à la présence de minéraux précieux que le gouvernement philippin cède, par tous les moyens, à des compagnies multinationales. Maintenant je sais que les cultures qui empiètent sur les domaines ancestraux du peuple et les concessions d'exploitation de bois qui détruisent le reste des forêts de la région d'Upi servent à satisfaire la demande croissante en nourriture et en bois des riches pays capitalistes. Maintenant je comprends que le conflit qui se déroule à Mindanao – comme ceux qui se déroulent dans d'autres parties du monde – est la conséquence du désir d'avoir la mainmise sur les riches ressources du lieu, fût-ce au risque d'anéantir des populations civiles innocentes et des peuples indigènes.

Mais résoudre ces problèmes exige de s'unir internationalement.

AGISSONS MAINTENANT avant qu'il ne soit trop tard. Apportons notre soutien à un mouvement de solidarité international contre la mondialisation capitaliste.

Romy Saliga

Directeur du Centre de développement lumad
(ONG au service des populations indigènes du Centre-Sud de Mindanao) [lumaddev_center\[at\]yahoo.com](mailto:lumaddev_center[at]yahoo.com)

Discuter pour faire avancer les droits humains

Le Forum social mondial est une magnifique opportunité offerte à toutes les populations de débattre des problèmes qui affectent non seulement un pays donné mais de nombreux pays du globe. A Belem, il y avait tant d'ateliers ! J'ai choisi de m'intéresser à ceux qui touchaient aux droits humains :

- * Responsabilité sociétale des entreprises et des multinationales ;
- * Accès à la terre, à l'eau, au logement ;
- * *Gender mainstreaming* (intégration de la dimension de « genre » dans la politique générale) ;
- * Criminalisation des protestations sociales ;
- * Changements climatiques.

En tant que défenseur des droits humains, je considère que les discussions sont très utiles pour faire avancer et ...

1. Voir l'article de Sophie Zafari : www.europe-solidaire.org/spip.php?article12867

2. www.europe-solidaire.org/spip.php?article12820

3. François Houtart a présenté 4 propositions –comme contribution du Forum mondial des alternatives– qui tentaient de définir les piliers du nouveau paradigme : a/ Nouvelle relation avec la nature ; nouvelle philosophie face au capitalisme ; b/ Donner la priorité à la valeur d'utilisation face à la valeur d'usage (qui modifie les façons de produire et les relations de travail) ; c/ Démocratie généralisée : non seulement sur le terrain politique, mais aussi économique et dans tous les domaines de la vie ; d/ Multiculturalité : ne pas identifier le développement avec celui du modèle occidental.

protéger les droits de chacun.

Mais ce qui fut, au tout premier chef, intéressant, ce sont les échanges sur les processus par lesquels les problèmes environnementaux, tels le changement climatique, menacent toutes les espèces sur la terre. Cela signifie que lorsque nous luttons pour le respect et la défense des droits humains, il est très important de parler aussi de la manière dont nous envisageons les problèmes environnementaux en tant qu'ils affectent les conditions de vie de chaque individu.

Comment pouvons-nous nous procurer la nourriture qui convient quand les cultivateurs ne récoltent plus à cause de conditions climatiques imprévisibles et extrêmes (longues périodes de sécheresse ou de pluies) ?

Comment pouvons-nous boire une eau saine lorsque toutes nos sources sont tariées ou qu'elles ont été polluées ?

Et, selon un exposé du Forum, ce sont les pays tropicaux, ceux que l'on désigne comme le tiers-monde ou les pays pauvres, qui souffriront le plus des effets des changements climatiques...

Aux Philippines, spécialement à Mindanao, les effets des changements de climat sont déjà fortement ressentis. Les paysans se sont plaints de faibles récoltes ou de moissons ratées, conséquences de changements imprévisibles lors des saisons de plantation. Au cours de la première semaine de janvier, des crues ont frappé plusieurs villes de Mindanao qui, auparavant, n'étaient pas des sites exposés à de telles calamités. Récemment, des glissements de terrains ont causé des dégâts dans la région suite à des pluies continuelles. Ces événements catastrophiques sont le résultat de déséquilibres écologiques.

Il est certain que les énormes compagnies multinationales ont une responsabilité particulière quant au respect de l'environnement parce qu'elles sont les plus grands des pollueurs. Mais il n'est pas moins important de nous rappeler que nous aussi, nous contribuons à la destruction de l'environnement, à petite échelle, par nos propres manières de faire.

Janel Pesons

Coordinatrice du Programme de l'Alliance des Défenseurs des droits humains de Lanao .
[lahra_lanao\[at\]yahoo.com](mailto:lahra_lanao[at]yahoo.com)

Madagascar : des femmes prennent position face aux événements dramatiques qui ont fait plus de 100 morts de puis début janvier 2009.

DCLI relaye l'appel du VMLF, dont fait partie Lily Razafimbelo, chercheuse et enseignante à Antananarivo et également membre de notre Conseil d'administration.

Nous, Membres du Vondrona Miralenta ho an'ny Fampandrosoana (VMLF), association œuvrant pour promouvoir la participation active des femmes Malagasy à la conduite des affaires publiques, exprimons notre profonde préoccupation face aux événements atroces qui ont fait couler le sang de nombreux compatriotes, et mettent en péril l'unité nationale qui nous est plus que jamais nécessaire.

Dans cette situation de pertes de vies humaines et de blocage de la vie nationale, les femmes membres de Vondrona Miralenta ho an'ny Fampandrosoana (VMLF) estiment qu'il n'y a plus lieu de prendre partie pour tel ou tel camp ; il faut placer l'intérêt de la nation au-dessus de toute considération partisane.

C'est donc en notre âme et conscience, avec le plus de sérénité possible, que nous déclarons que les forces qui s'affrontent depuis quelques semaines partagent la responsabilité de la catastrophe actuelle.

L'histoire récente de Madagascar a démontré que ce sont les pratiques politiques caractérisées par la lutte pour le pouvoir entre les politiciens, la démocratie bafouée, la mauvaise gouvernance, l'injustice sociale, la défense des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et l'instrumentalisation de la population par des propos démagogiques, qui ont plongé le pays dans les crises successives. C'est le même processus qui a abouti aux crises politiques de 1972, de 1991, de 2002, et à la crise actuelle.

Soucieuses de contribuer au changement dans les pratiques politiques à Madagascar, les membres de VMLF posent comme base minimale du **code de conduite des dirigeants, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition**, les principes suivants :

- * renoncer aux déclarations véhiculant des informations fausses, sources de confusion, de peur ou de haine irraisonnées dans l'esprit de la population ;
- * écouter la/les minorité(s), dans le respect de la liberté d'opinion, même lorsqu'on a été élu par une majorité

Appel du VMLF :

Tirer les leçons de l'histoire Sortir de la crise Reconstruire à court terme

(d'ailleurs toujours relative) ;

* respecter la séparation de la gestion des affaires publiques de celle des activités religieuses et économiques privées.

Le déblo-

Le déblocage de la situation actuelle passe par la création immédiate d'une **instance totalement neutre, indépendante**, qui s'attelle urgemment à la mise en place d'une institution transitoire chargée notamment de :

* apporter les **améliorations** nécessaires à la **Constitution** et au **Code électoral** ;

* concevoir les mécanismes garantissant la **séparation des pouvoirs** exécutif, législatif et judiciaire, afin de prévenir les tentatives d'accumulation du pouvoir aux mains d'un individu ou d'un parti ;

* assurer l'effectivité de la **décentralisation**, en donnant à chaque instance la responsabilité et les moyens de la pratiquer ;

* préparer et organiser des **élections** qui commenceront par la base (niveau communal) et se termineront par la présidentielle, et ce dans les meilleurs délais (**mi-2010 au plus tard**) ;

* assurer l'égalité de genre, c'est-à-dire une **représentation équitable et équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux de décision**, pour rattraper notre retard (Madagascar est au dernier rang dans la SADC en termes de pourcentage de femmes au Parlement).

Pour que toutes ces morts ne soient pas en vain, nous devons apprendre des pratiques politiques saines, nous devons changer, pour progresser vers une société plus moderne, plus tolérante, plus équilibrée.

12 février 2009

Andrianaonitsoa Vonifanja, Ramarosaona Faraniaina, Ravaozanany Noro, Ramaholimihaso Madeleine, Ravololomboahangy Holisoa, Razanaliva hortense, Ramampy Marie Zénaïde, Andrianarivony Saholy, Razafimbelo Lily, Ahmed Amina, Rakotomanga Robiarivony Josiane, Rakotoarindrasata Mina harivola, Radavidra Anna

Le VMLF :

« Pour une représentation accrue des femmes dans les affaires publiques »